

Frappé au cœur

La catastrophe japonaise a de vastes conséquences économiques

Stephan Danninger et Kenneth Kang

A PRÈS LE SÉISME et le tsunami du 21 mars 2011 qui ont fait plus de 23.000 victimes (au 23 mai) et des dommages estimés entre 200 et 300 milliards de dollars, le Japon s'engage sur le chemin long et difficile de la reprise et de la reconstruction. Pourtant, cette catastrophe pourrait marquer un véritable tournant pour la troisième économie du monde.

Les conséquences économiques de la catastrophe se font sentir bien au-delà de la région touchée par le séisme. À la concession Toyota DARCARS de Silver Spring dans le Maryland, située à plus de 11.000 kilomètres de l'épicentre, de l'autre côté de l'océan, le directeur des ventes Constantin Nicorescu craint de ne plus avoir de voitures à vendre.

«Pour l'instant, nous vendons les stocks de l'année dernière, mais [si cette situation perdure], d'ici deux mois à deux mois et demi, nous n'aurons plus de voitures à vendre.»

La pénurie de circuits intégrés et de microcontrôleurs (ordinateurs qui gèrent bon nombre des fonctions électroniques des moteurs des véhicules) a imposé un ralentissement des cadences de production. Toyota a déjà annoncé qu'un retour à une production normale était peu probable avant septembre 2011.

La concession DARCARS, qui reçoit en temps normal 300 véhicules par mois, ne devrait en recevoir que 40 environ dans les prochains mois, soit 12 % à 15 % des livraisons habituelles.

Le Japon et la chaîne d'approvisionnement mondiale

L'impact du séisme sur les chaînes de production automobile montre l'extrême intégration de la chaîne d'approvisionnement mondiale, le rôle du Japon dans cette chaîne et son importance dans quelques secteurs clés tels que la production automobile et l'électronique.

Renesas Electronics Corporation est le numéro un mondial de la production de microcontrôleurs; l'entreprise fournit 30 % à 60 % des microcontrôleurs automobiles et des circuits intégrés. Avec ses usines situées dans l'un des centres industriels de la région de Tohoku, au nord-est de la plus grande île de l'archipel japonais, l'entreprise a été sévèrement touchée par le séisme et le tsunami qui ont entraîné la fermeture temporaire de plusieurs de ses usines de production de semi-conducteurs.

La construction automobile est devenue si complexe et si spécialisée (une voiture neuve est composée de 30.000 à 40.000 pièces différentes) qu'avec le système de production en flux tendus du



Scène d'apocalypse au Japon après le séisme et le tsunami de mars 2011.

kanban, il suffit qu'une seule composante indispensable vienne à manquer pour que toute la ligne de production soit arrêtée.

Le réseau de production au Japon et dans le monde entier est désormais beaucoup plus complexe et interdépendant qu'il y a 15 ans, si bien qu'il est aussi davantage vulnérable en cas de perturbation dans la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, les conséquences économiques du séisme et du tsunami ont eu des répercussions sur toute la région.

Les économies asiatiques sont aussi fortement intégrées avec des réseaux de production transfrontaliers et le Japon est un important fournisseur de pièces mécaniques, de composants électriques et de semi-conducteurs. En Thaïlande, en Malaisie et dans la province chinoise de Taiwan, 10 % à 15 % de la production de valeur ajoutée dépend du Japon.

Même si le Japon produit des biens à plus forte valeur ajoutée que ses concurrents comme la Corée et la province chinoise de Taiwan, à long terme, sa part de marché risque fort de décroître au profit de ces rivaux si l'industrie japonaise ne parvient pas à rétablir la production.

Cependant, même si certaines entreprises peinent à atténuer les effets de l'une des catastrophes naturelles les plus coûteuses de l'histoire, les répercussions sur l'économie mondiale devraient être assez limitées. Certes, le Japon est la troisième économie mondiale, représentant presque 9 % du PIB mondial, mais sa part dans les échanges internationaux est plus faible et se situe autour de 5 %.

À l'évidence, c'est le Japon qui a subi de plein fouet les conséquences humaines de cette catastrophe, mais aussi son impact économique. La production industrielle et les exportations se sont effondrées dès le lendemain de la catastrophe. Les entreprises de la région dévastée ont arrêté de fonctionner et les consommateurs japonais ont mis un frein à leurs dépenses alors que les inquiétudes autour de la centrale nucléaire de Fukushima allaient croissant et que la crainte d'une pénurie d'électricité entamait un peu plus leur confiance.

Trois mois plus tard, les signes de reprise commencent à apparaître. Les industriels japonais prévoient une reprise, quoique timide, de la production dans les mois à venir. Les grandes entreprises comme Honda et Sony ont relancé la production, à un rythme ralenti, de leurs sites de fabrication et l'électricien TEPCO a révisé à la hausse ses prévisions de fourniture d'électricité, soulageant ainsi la crainte d'une pénurie. Dans le même temps, les mesures



de stabilisation de la centrale de Fukushima continuent.

Alors que la situation se stabilise, l'attention se tourne vers la question plus générale de l'impact potentiel de la catastrophe sur les perspectives économiques à long terme du Japon. À quoi ressemblera la reprise de l'après-séisme? Quels sont les risques qui pèsent sur l'économie du pays et de manière plus importante peut-être, quelles sont les politiques susceptibles de favoriser une reprise vigoureuse et de poser les jalons de la croissance?

Retour vers le futur

L'histoire est riche d'enseignements. En 1995, le séisme de Kobe a frappé lui aussi un important centre de production et la zone affectée représentait environ la même production économique que la région touchée cette fois-ci (environ 4 % du PIB). L'expérience de Kobe et d'autres grandes catastrophes naturelles laisse entrevoir une reprise en «V» : un ralentissement brutal suivi d'une reprise tirée par les dépenses de reconstruction.

Mais ces leçons du passé, comme la comparaison avec Kobe, sont d'un intérêt limité. Malgré le caractère dévastateur de certaines catastrophes naturelles récentes dans des économies avancées, que ce soit l'ouragan Katrina aux États-Unis en 2005 ou les inondations récentes en Australie, l'ampleur de la catastrophe qui s'est abattue sur la côte Nord-Est du Japon est exceptionnelle.

Les dommages économiques sont bien plus importants que ceux de Kobe : 3 % à 5 % du PIB, presque le double du tremblement de terre de 1995. Le séisme de cette année a également perturbé la production d'électricité de la région de Kanto, autour de Tokyo, qui représente 40 % de l'économie du pays. Cela accroît le risque de pénurie d'électricité pendant les mois d'été, période où, en général, la demande augmente. Dans le cas de Kobe, les approvisionnements avaient été sécurisés assez vite, alors que cette fois-ci, la situation peut encore s'aggraver, que ce soit dans le secteur nucléaire ou électrique. Ces incertitudes pourraient entamer la confiance des consommateurs et la demande; les entreprises devraient alors compresser leurs dépenses ou procéder à des licenciements et les ménages, se trouvant dans une situation financière précaire, pourraient décider de freiner leurs dépenses et d'épargner.

D'après les études, de tels chocs peuvent déclencher des récessions économiques (ainsi que des reprises) très fortes lorsque les entreprises, en ces temps incertains, optent pour la prudence dans les dépenses. Cependant, les circonstances particulières de la récente catastrophe pourraient induire une reprise plus progressive, la baisse de confiance tuant dans l'œuf toute velléité de relance. L'expérience récente du Japon marquée par une croissance anémique, une dette publique élevée et une déflation modérée augmente encore les difficultés actuelles.

Pourtant de solides politiques financières et économiques peuvent être décisives, tant pour favoriser la reconstruction et soutenir l'économie (en prenant le relais du secteur privé et en restaurant la confiance), que pour les défis sur le long terme et sortir le pays de l'ornière économique.

Tout de suite après le séisme, les autorités ont clairement affiché leur volonté. La Banque du Japon a agi rapidement pour maintenir la stabilité des marchés financiers et l'Agence japonaise des services financiers s'est assurée que les citoyens sinistrés pourraient avoir accès à leur argent et aux services bancaires. Le gouvernement a également réagi très vite en adoptant des rallonges budgétaires pour réparer les infrastructures endommagées.

Les autorités japonaises vont désormais devoir trouver un juste milieu entre l'augmentation nécessaire des dépenses publiques à court terme pour financer la reconstruction des infrastructures et les réformes à plus long terme qui permettront d'améliorer la situation budgétaire du pays en remboursant une partie de sa dette.

Ces deux objectifs ne sont pas forcément contradictoires. Certes, la reconstruction va sans doute creuser le déficit, mais de façon temporaire et les montants en jeu resteront gérables. Pour entretenir la confiance du public, il faudra aussi une stratégie claire de réduction de la dette publique à moyen terme. Même lorsque les dépenses d'urgence auront été financées, le Japon aura toujours un besoin important de fonds pour faire face à l'augmentation rapide des coûts de sécurité sociale. Il devra réduire la dépense publique ou augmenter les impôts, voire faire les deux.

Une taxe précieuse

Pour financer la reconstruction et assurer la viabilité budgétaire à long terme, le Japon pourrait augmenter progressivement la taxe sur la consommation, qui, à l'évidence, pourrait être réformée. Avec une TVA à 5 % seulement, le Japon affiche l'un des taux les plus faibles au monde. Augmenter le taux progressivement, par exemple sur les 10 années à venir, permettrait d'atteindre un taux similaire à ceux des pays européens, autour de 20 %.

Cette réforme de la TVA serait judicieuse, non seulement en raison de son taux très bas, mais aussi en raison de son efficacité intrinsèque (c'est une taxe simple avec une assiette très large et un taux unique) et de son équité générationnelle : il est juste que les générations actuelles remboursent la dette qu'elles ont créée plutôt que de la renvoyer aux générations futures. Une augmentation de la taxe sur la consommation assortie de réformes des dépenses de sécurité sociale et d'autres dépenses obligatoires contribuerait fortement à améliorer la situation budgétaire du Japon.

S'il devait y avoir une seule petite consolation à retirer de la catastrophe de mars dernier, ce serait que les autorités japonaises pourraient s'appuyer sur la fameuse solidarité sociale japonaise pour assurer l'avenir budgétaire du pays. Une enquête menée par un grand journal japonais a montré que 58 % des personnes interrogées étaient en faveur d'une augmentation des impôts pour financer la reconstruction. Pourquoi la santé économique du pays sur le long terme ne bénéficierait-elle pas du même soutien?

Les destructions causées par le grand séisme qui a frappé l'Est du Japon sont exceptionnelles mais les fondamentaux de l'économie japonaise restent solides : niveau technologique avancé, main d'œuvre hautement qualifiée, épargne nationale importante, rôle positif dans l'économie mondiale. Les politiques devront savoir tirer parti de ces atouts pour induire une relance de l'économie à la fois rapide et vigoureuse tout en maintenant le rythme des réformes afin de diminuer la dette publique japonaise et poser les jalons d'une croissance solide à l'avenir. ■

Kenneth Kang est chef de division et Stephan Danninger chef de division adjoint au Département Asie et Pacifique du FMI.